

Quelle place pour l'art à l'école ?

« L'art est plus inégalitaire que l'argent. » La formule de Philippe Meirieu, professeur en sciences de l'éducation, claque, sèche et lapidaire. Roland Hubert, prof de maths et responsable du Syndicat national des enseignements de second degré (Snes), ne dit pas autre chose : « Les jeunes qui n'ont pas les codes sociaux, et donc culturels, se retrouvent plus souvent en échec. » Pour sortir de ce cercle vicieux, une solution semble s'imposer. Depuis des années, tous les responsables politiques, apparemment convaincus, le claironnent à qui mieux mieux : chaque enfant de France doit recevoir durant sa scolarité une éducation artistique et culturelle dispensée par des enseignants en collaboration avec des artistes. Déjà, en 1995, Jacques Chirac, en campagne contre la fracture sociale, en fait « la priorité des priorités ». En 1999, le même Chirac, devenu président, insiste : « Plus que jamais, il est urgent que les pouvoirs publics se mobilisent pour offrir à nos concitoyens, et en particulier aux plus jeunes, la possibilité d'une rencontre avec l'art. [...] Parce que c'est l'affaire de tous, c'est d'abord la mission de l'école. » Et, en 2002, de nouveau candidat, Jacques Chirac remet le couvert : « Dans les cinq ans à venir, grâce à un engagement renouvelé de l'Etat, nous devons avoir généralisé l'accès de chaque enfant à l'éducation artistique. » La campagne de 2007 ne déroge pas à la règle. Le 15 mars dernier, Nicolas Sarkozy martèle : « L'éducation artistique et culturelle n'est pas une mission annexe de l'Education nationale. Elle doit être au contraire au cœur des missions de l'école, car la culture est un puissant instrument d'émancipation sociale. » Et pendant tout ce temps, quoi de neuf sur le terrain ?

On l'a décrétée superflue, ou réservée à la sphère privée : aujourd'hui, tous s'accordent pour renforcer l'éducation artistique en classe. Mais comment et avec quels moyens ?

« Aujourd'hui, pas grand-chose, si ce n'est quelques rumeurs sur l'histoire de l'art, qui deviendrait obligatoire, constatait à la mi-juillet Roland Hubert. Mais s'agit-il de l'histoire des beaux-arts pour briller dans les dîners ? Ou de l'histoire de tous les arts (peinture, sculpture, architecture, mais aussi photo, cinéma, théâtre, danse, design) pour se construire un esprit critique et une vraie identité de citoyen ? » Syndicaliste, il pose également des questions plus terre à terre. « Sur quels horaires ? Dans quelle discipline ? Avec quels enseignants ? Nous sommes prêts à une réflexion sur ces questions, mais pas à ajouter des heures au programme pour satisfaire la dernière marotte du ministre ou du président. »

Chats échaudés craignent l'eau froide. Car cette histoire d'enseignement artistique et culturel a déjà connu beaucoup de bas et quelques hauts. Il y eut même une notable embellie. C'était en 2000. Dans le deuxième gouvernement Jospin, Jack Lang hérite de l'Education nationale. Avec Catherine Tasca, ministre de la Culture, il imagine les classes « à PAC » (projet artistique et culturel). Cheville ouvrière de cette initiative, Claude Mollard se souvient de ces temps d'euphorie : « En six mois, nous avons mobilisé les recteurs d'académie, les enseignants, les directeurs des affaires culturelles (Drac) et les artistes sur trois principes : un dispositif qui touche tout le monde, de la maternelle à l'université, et dans la diversité des pratiques et des approches. » Bercy a suivi. Et,

en septembre 2001, selon Claude Mollard, « 30 000 classes à PAC se sont mises en place » (chiffre difficile à vérifier), avec un objectif à terme de 120 000 classes chaque année (sur 400 000 classes et 13 millions d'élèves) pour que tout enfant soit mécaniquement confronté à l'un de ces programmes une fois au primaire, puis au collège et au lycée. Ceux qui y goûtèrent s'en souviennent, comme le pédagogue Philippe Meirieu, encore sous le charme de cette expérience menée par un photographe dans un collège lyonnais. « Avec les élèves, il avait bricolé un sténopé, cet appareil antédiluvien fabriqué dans une boîte à chaussures. Tous ces petits jeunes qui étaient persuadés de faire des photos avec leur téléphone portable se sont aperçus que la photographie, ce n'était pas qu'un simple clic-clac, mais, comme tout art, d'abord un regard, une exigence vis-à-vis de soi-même. » Après neuf mois d'expériences, les présidentielles de 2002 changent la donne. Les nouveaux ministres, Luc Ferry (à l'Education nationale) et Xavier Darcos (à l'Enseignement scolaire), surfant sur l'inquiétude des parents, ressortent les bons vieux « fondamentaux » : l'école, ce n'est pas pour s'amuser, mais pour apprendre à lire, écrire, compter. A cliquer aussi, pour faire moderne. Et à parler anglais. Le reste n'est que fioritures. « Luc Ferry a coupé les vivres, peste Claude Mollard, aujourd'hui dans un placard de la Cour des comptes. Par pure idéologie. A l'instar de beaucoup de gens de

5 LA CULTURE EN CHANTIERS DÉBAT

droite, il pense que la culture, comme le sport, relève de la sphère privée. C'est aussi, philosophiquement, un néoplatonicien : l'artiste est banni de la cité ; la réalité intelligible – le noumène – n'a rien à faire du domaine des sens – le phénomène. » Sans conteste, le ministre a joué un rôle déterminant dans l'enlisement de cette initiative. Mais l'inertie du corps enseignant, son hostilité fréquente à toute présence d'un tiers dans les classes – celle d'un artiste, notamment – l'ont facilité. Certes, celui-ci ne fut pas total. Les classes à PAC existent toujours – à l'Éducation nationale, rien ne disparaît, tout s'empile –, mais elles ne dépendent

plus que de la bonne volonté d'un prof souvent seul, peu avare de son temps et prêt à remuer ciel et terre pour trouver un financement. Et maintenant, que prévoit le nouveau gouvernement ? Christine Albanel, ministre de la Culture, laisse ouvertement l'initiative à Xavier Darcos, son homologue de l'Éducation. Qui, lui, lors de son premier point de presse, le 19 juillet 2007, n'a parlé que des « orphelins de 16 heures », une expression qui sent son jus de crâne d'expert en communication et désigne les gamins qui se retrouvent à la rue à l'heure de la sortie : dès la rentrée de septembre, ceux des zones d'éducation priori-

taires (ZEP) – et tous les autres en 2008 – se verront proposer « un soutien aux devoirs, des activités sportives et, dans le domaine culturel, des ateliers de pratique amateur ». Voilà du concret, mais qui ne s'inscrit pas dans le temps scolaire obligatoire. Les plus rétifs – ceux qui en ont le plus besoin – risquent de passer au travers. Pour le reste, le ministre ne se prononce pas encore. Mais son entourage fait savoir que « Xavier Darcos souhaite renforcer significativement l'enseignement culturel et artistique autour de trois axes : l'histoire de l'art et l'attention portée à la transmission du patrimoine littéraire de notre pays ; le développement de la pratique artistique ; l'incitation pour chaque établissement à établir des liens avec un établissement culturel ».

De bonnes intentions qui, espérons-le, se traduiront par des actes. Question d'avenir. D'abord, parce que l'art et la culture sont des moyens de transcender la violence des jeunes. Quand on ne sait pas, on tape. Mais l'urgence ici n'est même plus la violence. C'est de plus en plus l'incapacité des enfants à se concentrer qui est en jeu. En 1932, un test réalisé en classe de sixième montrait qu'ils étaient capables de quinze minutes d'attention ; aujourd'hui, ils ne dépassent pas les quatre minutes ! Ce n'est pas qu'ils soient moins intelligents, mais ils vivent dans la gestulation, le stress, le zapping. L'éducation artistique, la confrontation avec les artistes, c'est-à-dire la création, ses douleurs, ses lenteurs, ses tâtonnements et ses lumières, ne peut que favoriser leur concentration, en les ouvrant à l'espace symbolique, à d'autres formes d'intelligence, à leur subjectivité. Face à ce

chantier qui demandera beaucoup d'énergie et de disponibilité, on ne peut que souhaiter que la rumeur du moment soit vite démentie : à savoir, la suppression de 17 000 postes d'enseignants à la rentrée... ■

LUC LE CHATELIER

ILLUSTRATION :

CLAUDINE DESMARTEAU
POUR TÉLÉRAMA

